

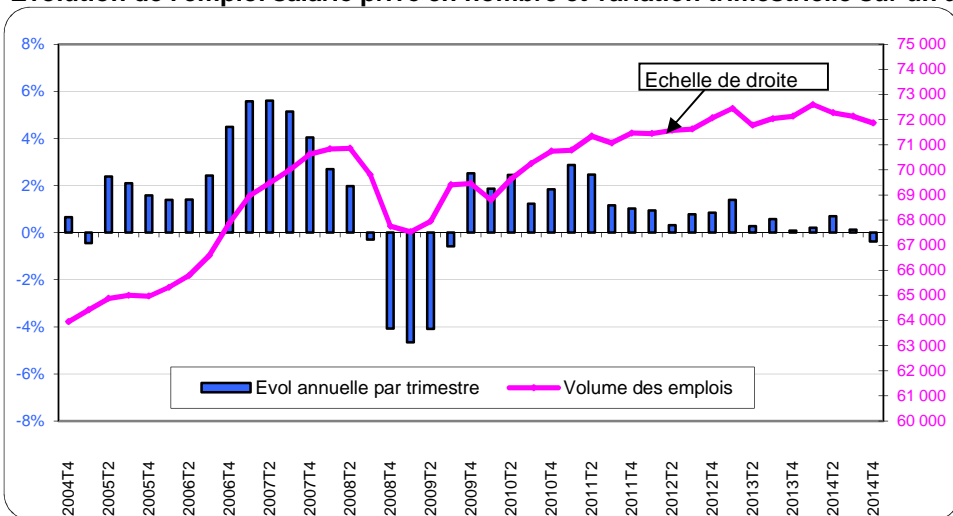
EMPLOI - MARCHÉ DU TRAVAIL

Quatrième trimestre 2014

Au quatrième trimestre 2014, l'emploi salarié privé diminue sur un an de 0,4% en Guadeloupe (il augmentait de 0,1% au troisième trimestre 2014). Le nombre de contrats signés en intérim diminue de 5,1% alors que celui du volume d'emploi correspondant baisse de 1,2% (Equivalent Emplois Temps Plein (EETP)). Les Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) diminuent de 11,7% par rapport au quatrième trimestre 2013. Le nombre d'offres d'emploi collectées est en baisse de 8,4% sur un an. Le nombre d'offres durables (6 mois et plus) est en baisse de 13,6% et le nombre d'offres non durables (durée inférieure à 6 mois) diminue de 1,7%. Au quatrième trimestre 2014, 418 licenciements économiques ont été comptabilisés par Pôle emploi (-10,5% sur un an). Le nombre de ruptures conventionnelles homologuées par la Dieccte Guadeloupe atteint 556 (+8,8% sur un an). La demande d'emploi de catégorie A augmente de 2,3% à 61 940 demandes. Pour les plus jeunes (les moins de 25 ans), il y a une baisse de 2,7%. Pour les plus âgés (50 ans et plus), la hausse atteint 11,2%.

Avertissement : Toutes les évolutions sont mesurées en glissement annuel (comparaison d'un trimestre par rapport au même trimestre de l'année précédente). **Remarque** : les chiffres concernant l'emploi sont susceptibles d'être modifiés.

Evolution de l'emploi salarié privé en nombre et variation trimestrielle sur un an (cvs)



Au quatrième trimestre 2014, le secteur privé emploie 71 863 salariés en Guadeloupe en données corrigées des variations saisonnières (cvs). L'emploi salarié privé diminue de 0,4% sur un an alors qu'il était en hausse de 0,1% au troisième trimestre 2014. Depuis le troisième trimestre 2011, la croissance des effectifs, bien que globalement positive, est très modérée et reste en-deça de celle observée en 2010-2011, après le creux de 2009.

Note de lecture :
Echelle de droite : courbe en niveau (trimestriel),
Echelle de gauche : Evolution trimestrielle en glissement annuel.

Source: ACOSS-CGSS

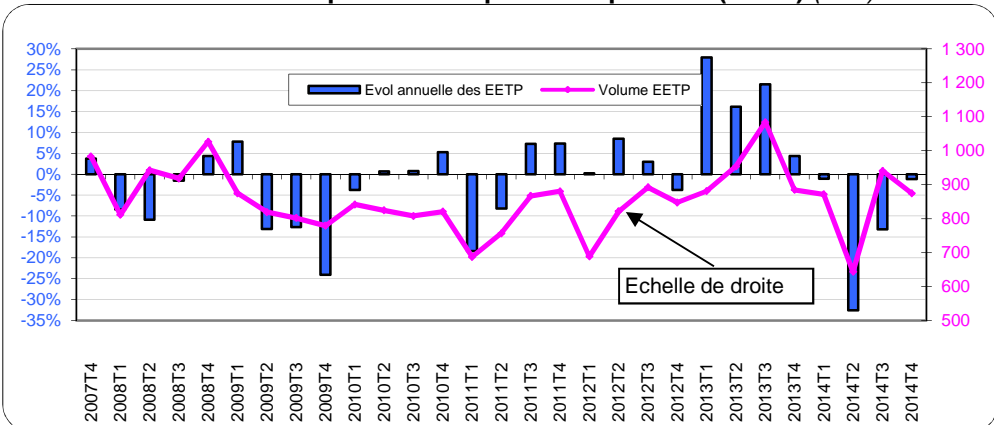
Emploi salarié privé et évolution trimestrielle en glissement annuel (cvs)

Secteurs d'activités (NACE 17)	2014T4	2014T4	2014T3	2014T2	2014T1
AZ : Agriculture	1 531	-6,4%	-0,2%	0,0%	-4,1%
C1-DE : Total industrie	8 187	0,8%	1,1%	0,5%	-0,7%
C1 : Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2 647	1,5%	0,2%	2,1%	-1,6%
C2 : Cokéfaction et raffinage	0	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C3 : Fabrication d'équip. électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	213	-10,0%	-2,7%	-4,0%	-7,6%
C4 : Fabrication de matériels de transport	27	-0,3%	14,0%	146,5%	79,5%
C5 : Fabrication d'autres produits industriels	3 023	-2,0%	-0,3%	-0,5%	-1,9%
DE : Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2 277	5,0%	4,4%	-0,3%	2,1%
FZ : Construction	5 760	-4,3%	-2,6%	-3,2%	-3,8%
GZ : GZ : Commerce , réparation d'automobiles et de motocycles	13 917	-0,9%	-0,6%	-1,8%	-0,7%
HZ-RU : Total Autres services	42 538	0,3%	0,6%	2,2%	1,5%
HZ : Transports et entreposage	5 506	-1,8%	-1,8%	-0,5%	-2,3%
IZ : Hébergement et restauration	4 318	1,8%	-1,2%	-1,5%	1,4%
JZ : Information et communication	2 244	3,1%	-0,6%	1,3%	-1,7%
KZ : Activités financières et d'assurance	3 194	0,5%	-0,4%	-2,4%	-2,8%
LZ : Activités immobilières	629	-5,4%	-2,6%	-5,2%	-8,7%
MN : Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	10 648	-0,1%	0,0%	4,6%	4,3%
OQ : Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	11 649	0,3%	2,1%	3,1%	1,6%
RU : Autres activités de services	4 351	2,0%	5,5%	6,5%	7,1%
Ensemble des secteurs	71 863	-0,4%	0,1%	0,7%	0,2%

Source : ACOSS-CGSS - Note de lecture : les évolutions trimestrielles en glissement annuel en vert > 0, en rouge < 0 et en noir = 0

Au quatrième trimestre 2014, l'agriculture, la construction et le commerce sont en baisse alors que l'industrie et les autres services continuent à voir leurs effectifs augmenter. Compte tenu de leur poids, les plus fortes baisses s'observent en volume dans la construction (-4,3%) puis dans le commerce (-0,9%) et dans l'agriculture (-6,4%). Dans l'industrie, les industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution sont en hausse (+5,0%) tout comme la Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (+1,5%). Par contre, la Fabrication d'autres produits industriels est en baisse (-2,0%). Dans les autres services, la majorité des secteurs d'activités sont en hausse sauf les activités immobilières (-5,4%), le transport et entreposage (-1,8%) et les activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (-0,1%). Remarque : certains secteurs à faibles effectifs peuvent présenter des évolutions fortes mais pas toujours significatives (exemple fabrication d'équipements et de machines).

Intérim : évolution de l'Equivalent Emplois Temps Plein (EETP) (brut)



Source : Dares, traitement ESE - Remarque : les données ont été lissées en 2009 et 2010 pour tenir compte des effets de la crise de 2009 et de son contrecoup en 2010. De trop fortes évolutions sur 2009-2010 rendaient le graphique illisible et les petites évolutions ne se voyaient pas.

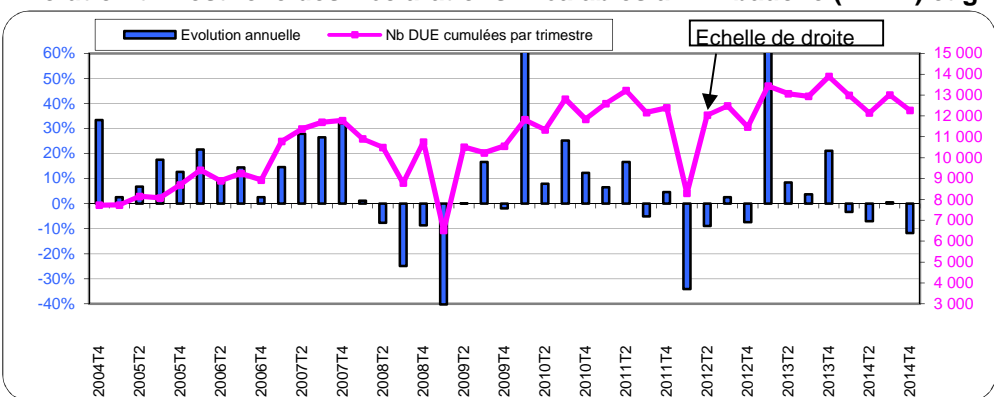
Au quatrième trimestre 2014, 4 643 contrats d'intérim ont été signés en Guadeloupe, ce qui représente 874 Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP). Le nombre de missions d'intérim diminue de 5,1% au quatrième trimestre sur un an après -13,1% au troisième trimestre 2014. L'Equivalent Emplois à Temps Plein diminue également de -1,2% (-13,2% au troisième trimestre 2014). La durée moyenne des missions achevées s'élève à 2,6 semaines sur le trimestre (2,6 semaines également au quatrième trimestre 2013).

L'intérim sur le trimestre et évolution trimestrielle en glissement annuel (brut)

	2014T4	2014T4	2014T3	2014T2	2014T1
Nbre de contrats d'intérim	4 643	-5,1%	-13,1%	-28,4%	7,8%
EETP	874	-1,2%	-13,2%	-32,5%	-1,1%

Source : Dares, traitement ESE

Evolution trimestrielle des Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) et glissement annuel (cvs)



Source : ACOSS-CGSS

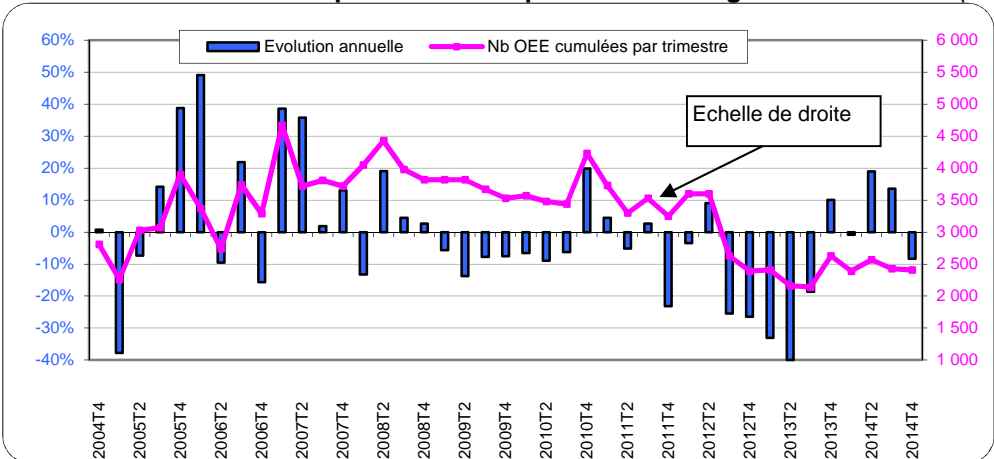
Au quatrième trimestre 2014, les employeurs ont transmis 12 265 Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE), soit une baisse de 11,7% sur un an. Les DPAE longues (durée d'embauche supérieure à un mois) représentent 44,1% des DPAE et sont en baisse de 15,6% au quatrième trimestre 2014. Elles étaient également en baisse de 1,6% au troisième trimestre 2014. Les DPAE courtes (durée d'embauche inférieure à un mois) représentent 55,9% des DPAE et sont en baisse de 8,4% (hausse de 2,4% au troisième trimestre 2014).

Nombre de Déclarations Préalables à l'Embauche (DPAE) sur le trimestre et évolution trimestrielle sur un an (cvs)

	2014T4	2014T4	2014T2	2014T1	2013T4
DPAE Longues	5 412	-15,6%	-1,6%	-1,9%	-3,0%
dont CDD (plus d'un mois)	3 612	-15,8%	-1,5%	-6,2%	-6,7%
dont CDI	1 801	-15,3%	-2,0%	6,7%	4,3%
DPAE courtes (mois d'un mois)	6 852	-8,4%	2,4%	-11,5%	-3,6%
Moins de 20 salariés	5 089	-23,3%	-6,1%	-9,3%	0,6%
20 salariés et plus	7 176	-1,2%	5,8%	-5,2%	-6,5%
Total DPAE (hors intérim)	12 265	-11,7%	0,5%	-7,1%	-3,3%

Les intentions d'embauche dans les établissements de 20 salariés et plus enregistrent une baisse légère des effectifs (-1,2%) tandis que dans les établissements de moins de 20 salariés, le nombre de DPAE recule sensiblement (-23,3%).

Evolution des offres d'emploi collectées par trimestre et glissement annuel (cvs)



Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

Source : ACOSS-CGSS

Les offres d'emploi collectées sont en baisse de 8,4% au quatrième trimestre 2014 sur un an (+13,6% au troisième trimestre). Pendant cette période, 2 410 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi. Les offres durables (6 mois et plus) sont en baisse de 13,4% (+22,8% au troisième trimestre). Les offres non durables (durée inférieure à 6 mois) sont en baisse de 1,7% (une hausse de 1,1% a été constatée au troisième trimestre sur un an).

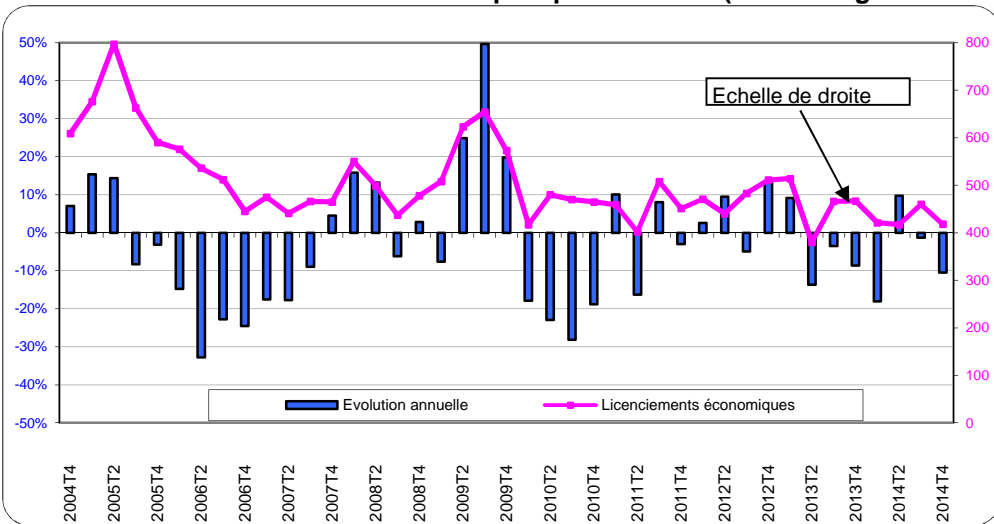
Les offres d'emploi sur le trimestre et évolution trimestrielle sur un an (cvs)

	2014T4	2014T4	2014T3	2014T2	2014T1
offres durables	1 270	-13,4%	22,8%	12,0%	26,2%
offres non durables	1 140	-1,7%	1,1%	25,9%	-22,4%
Ensemble	2 410	-8,4%	13,6%	19,0%	-0,8%

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

Depuis fin 2008, l'évolution des offres d'emploi est plutôt négative après une période 2006-2008 qui fut plus favorable.

Evolution des licenciements économiques par trimestre (niveau et glissement annuel) - (Brut)



Au quatrième trimestre 2014, 418 licenciements économiques ont été comptabilisés par Pôle emploi (-10,5% par rapport au troisième trimestre 2013). Le niveau des licenciements économiques est moins élevé depuis le deuxième trimestre de l'année 2013 qu'il ne l'était pendant la période précédente, de fin 2011 à début 2013.

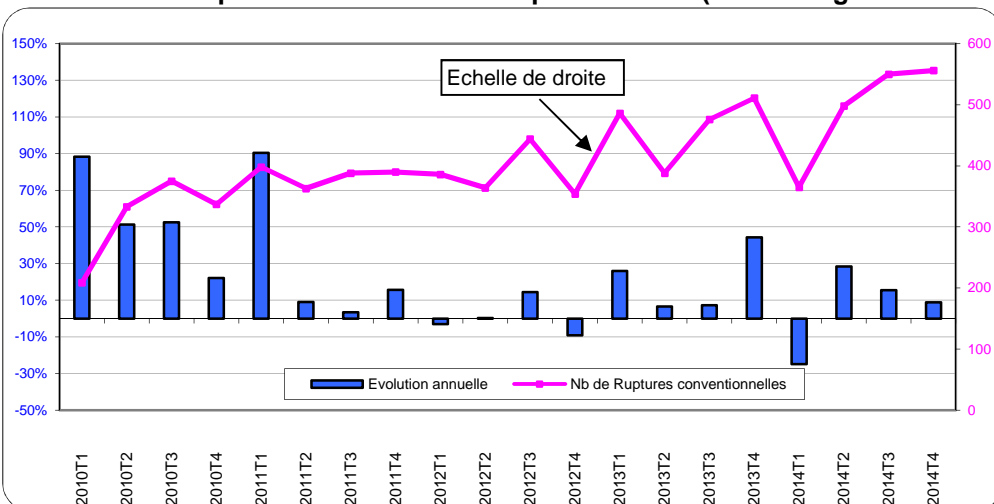
Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

Licenciements économiques sur le trimestre et évolution trimestrielle en glissement annuel (brut)

	2014T3	2014T3	2014T3	2014T2	2014T1
Nombre licenciements éco	418	-10,5%	-1,3%	9,7%	-18,1%

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

Evolution des ruptures conventionnelles par trimestre (niveau et glissement annuel)



Au quatrième trimestre 2014, 556 ruptures conventionnelles ont été homologuées par la Direccte de Guadeloupe. Ce nombre augmente de 8,8% par rapport au quatrième trimestre 2013 où 511 ruptures avaient été homologuées. Au troisième trimestre 2014, le nombre de ruptures était en hausse de 15,5% (rapporté au troisième trimestre 2013). Le flux des ruptures conventionnelles a connu une progression forte et régulière dans la foulée de la création de cette mesure en septembre 2008. Les évolutions ont d'abord été très fortes et sont nettement moindres depuis juin 2011 même si elles peuvent être encore très marquées à l'occasion. Depuis fin 2012, le nombre de ruptures conventionnelles a tendance à augmenter.

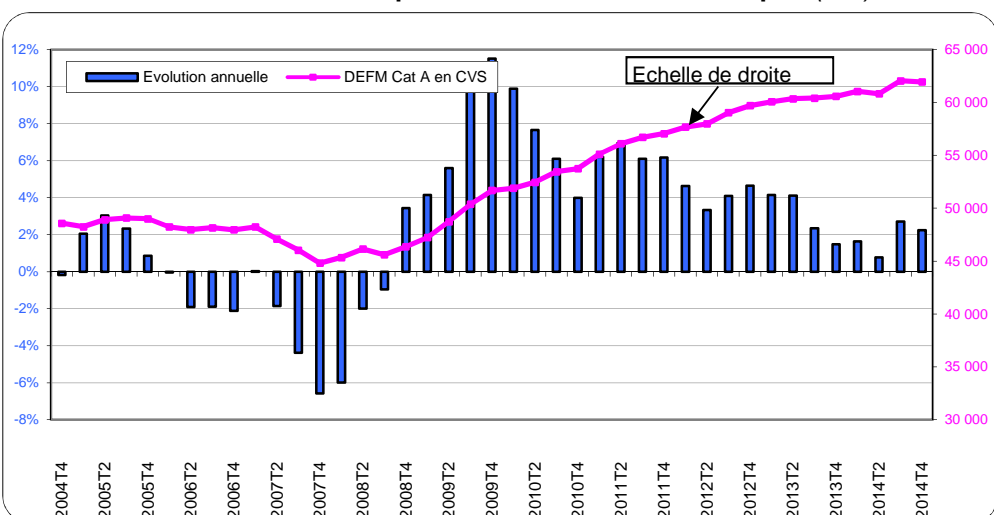
Source : Direccte Guadeloupe, traitement ESE

Ruptures conventionnelles sur le trimestre et évolution trimestrielle en glissement annuel (brut)

	2014T4	2014T4	2014T3	2014T2	2014T1
Nombre de ruptures	556	8,8%	15,5%	28,4%	-24,9%

Source : Direccte Guadeloupe, traitement ESE

Evolution de la Demande d'emploi en fin de mois à Pôle emploi (cvs)



Au quatrième trimestre 2014, 61 940 Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (cvs). Ce nombre augmente de 2,2% par rapport au quatrième trimestre 2013. Au troisième trimestre 2014, la hausse atteignait 2,7% (rapportée au troisième trimestre 2013). Depuis fin 2008, la croissance de la DEFM est nettement supérieure à zéro, ce qui se traduit par une forte hausse de la DEFM en niveau. Les hausses trimestrielles en pourcentage ont néanmoins tendance à ralentir depuis "leurs plus hauts" autour de 12,0% au premier trimestre 2010.

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

La DEFM catégorie A sur le trimestre et évolution trimestrielle en glissement annuel (cvs)

	2014T4	2014T4	2014T3	2014T2	2014T1
Hommes	27 120	4,1%	3,2%	2,8%	3,3%
Femmes	34 820	0,9%	2,4%	0,1%	0,4%
Moins 25 ans	7 820	-2,7%	-4,7%	-7,1%	-4,9%
25 à 49 ans	37 820	-0,1%	0,4%	-1,2%	-0,9%
50 ans et +	16 300	11,2%	13,4%	12,8%	13,1%
Ensemble	61 940	2,3%	2,8%	1,2%	1,6%

Source : Dares STMT, Pôle emploi, traitement ESE

Au quatrième trimestre 2014, le nombre de jeunes de moins de 25 ans, est en baisse de 2,7 % par rapport au même trimestre de 2013. Pour les plus âgés (50 ans et plus), l'augmentation sur un an atteint 11,2 % au quatrième trimestre 2014 et 13,4 % au troisième trimestre 2014.

Définitions

Emploi

Les employeurs du régime général déclarent leurs cotisations sociales aux Urssaf à l'aide du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC) sur lesquels ils portent leurs effectifs salariés. Cette déclaration est mensuelle si leur effectif est supérieur à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil. L'effectif salarié Urssaf est un effectif en fin de trimestre ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss. Le champ "Privé" couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Les activités agricoles sont prises en compte de façon marginale en France hexagonale, où elles relèvent de la compétence de la Mutualité sociale agricole (MSA). Par contre, le dénombrement des salariés agricoles est exhaustif dans les DOM, car les CGSS y assurent les missions des caisses de la MSA.

Intérim

Chaque mois depuis 1995, les agences de travail temporaire transmettent à Pôle emploi un relevé des missions d'intérim réalisées. La DARES produit notamment le nombre de contrats d'intérim commencés dans le mois, le trimestre ou l'année et calcule les Equivalents Emplois à Temps Plein (EETP) ainsi que la durée moyenne des missions achevées au cours de la période (mois, trimestre, année).

Equivalent Emplois à Temps Plein (EETP) au cours d'une période : rapport du nombre total de semaines de travail réalisées par les intérimaires sur le nombre total de semaines ouvrées de la période. Par convention, ce nombre est fixé à 52 semaines pour une année.

Déclaration Préalable à l'embauche (DPAE)

- La DPAE permet à l'employeur d'effectuer l'ensemble des formalités obligatoires liées à l'embauche. La DPAE est remplie par l'employeur et adressée à la CGSS (quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail) au plus tôt huit jours avant l'embauche et au plus tard dans l'instant qui précède cette embauche. C'est une formalité préalable à l'embauche qui, de ce fait, traduit une intention d'embauche à très court terme.

- Le champ couvert : Ces données utilisées concernent l'ensemble des activités concurrentielles (hors intérim) et le secteur public (agents non fonctionnaires).

- Définition : Les déclarations d'embauche de plus d'un mois comprennent les CDI et les CDD de plus d'un mois. Les CDD de plus d'un mois correspondent aux CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours.

Rupture conventionnelle

C'est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de convenir en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie. Cette rupture résulte d'une convention signée par les parties au contrat, c'est-à-dire l'employeur et le salarié.

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi.

Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de GUADELOUPE

Direction : Rue des Archives, Bisdary – 97113 GOURBEYRE

Téléphone : 05.90.80.50.50 Télécopie : 05.90.80.50.00

Courriel : 971.statistiques@dieccte.gouv.fr

Site internet : www.guadeloupe.dieccte.gouv.fr

Bureau de Jarry :

Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud, Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault

Téléphone : 05.90.83.10.34 Télécopie : 05.90.83.70.75

Bureau de Saint-Martin :

20, rue de Galisbay, 97150 Marigot - Saint-Martin

Téléphone : 05.90.29.02.25, Télécopie : 05.90.29.18.73

Bureau de Basse-Terre

30, chemin des Bougainvilliers-Guillard

97100 Basse-Terre

Téléphone : 05.90.99.35.99 Télécopie : 05.90.81.60.05

Bureau des Abymes – Dothémare

Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoire-Dothémare

97139 Les Abymes

Téléphone : 05.90.21.38.21 Télécopie : 05.90.90.28.95

Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe (CGSS)

Direction du recouvrement

Quartier de l'Hôtel de ville

BP 486

97159 Pointe à Pitre cedex

Téléphone : 05.90.90.57.09

Courriel : stats.cgssdom@urssaf.fr

Directeurs de publication : Louis Mazari & Henri Yacou

Rédaction service ESE (Etudes, Statistique et évaluation) de la Dieccte

Date de publication : avril 2015

